



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 12 (2022)

Faits saillants

- ❖ Région : croissance 2022 de 5,2% selon l'OCDE
- ❖ Thaïlande : dégradation de la notation de 4 banques privées par S&P
- ❖ Laos : inflation de 7,3% en février en g.a., au plus haut depuis 2016

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

106,4 Md\$

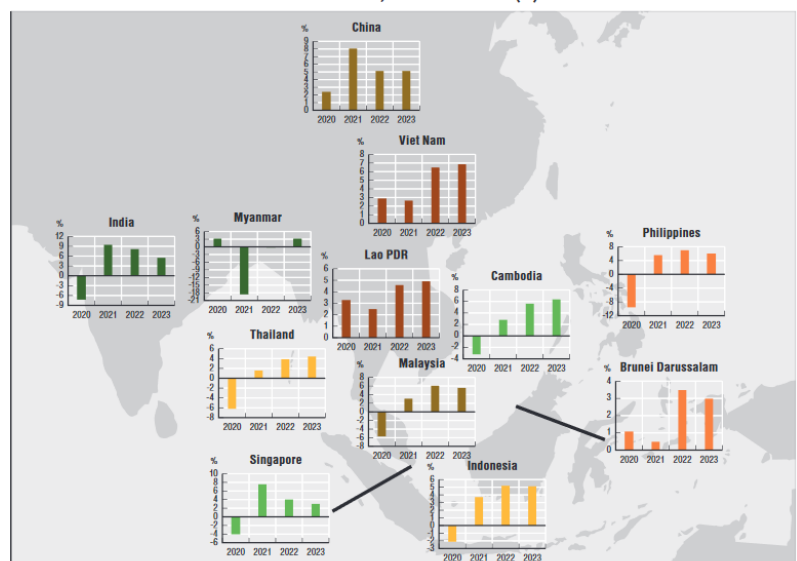
Le montant de la dette extérieure philippine fin 2021, soit 27% du PIB

Région

OCDE : prévisions de croissance de 5,2% en 2022 pour l'ASEAN

Après une contraction de 3,2% en 2020 et un rebond de 3,0% en 2021, le PIB de l'ASEAN devrait progresser de 5,2% en 2022 et en 2023, selon le dernier *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2022* de l'OCDE. La plupart des pays de la région devraient enregistrer des rythmes de reprise soutenus : 7,0% aux Philippines, 6,5% au Vietnam, 6,0% en Malaisie, 5,6% au Cambodge, 5,2% en Indonésie, 4,6% au Laos, 4,0% à Singapour et 3,8% en Thaïlande. La croissance devrait être tirée notamment par les investissements dans les infrastructures et la réouverture des frontières. Selon le secrétaire général de l'OCDE une "incertitude importante" subsiste toutefois, notamment en raison de la guerre en Ukraine et du risque de nouveaux variants, avec de potentiels effets inflationnistes.

Figure 1.1. Growth in real GDP in Southeast Asia, China and India: Comparison between growth rates for 2021, 2022 and 2023 (%)



Note: Data are as of 7 March 2022. Data for India and Myanmar relate to fiscal years. The 2021 actual figures for China, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore, Thailand and Viet Nam are based on national sources. The 2022 and 2023 projections for China, Indonesia, and India, as well as the 2021 projections for India, are based on the OECD Economic Outlook No. 110.
Source: OECD Development Centre and OECD (2021a).
ScatL.fmk <https://doi.org/10.1787/888934303906>

Lancement d'une plateforme de monnaies numériques de banques centrales

L'Innovation Hub de la Banque des règlements internationaux (BRI), la Reserve Bank of Australia, la Bank Negara Malaysia, l'Autorité monétaire de Singapour et la South African Reserve Bank se sont associés pour la création d'une plateforme permettant de prendre en charge les règlements internationaux à l'aide de plusieurs devises numériques de banques centrales. Baptisée *Project Dunbar* et pilotée par le bureau à Singapour de l'Innovation Hub de la BRI, la plateforme vise à réduire la dépendance à l'égard des intermédiaires et réduire les coûts et le temps de traitement des transactions transfrontalières.

Indonésie

Augmentation de la taxe à l'exportation d'huile de palme

Le ministre du Commerce indonésien a supprimé la politique d'obligation du marché intérieur (DMO), en vertu de laquelle les producteurs d'huile de palme devaient vendre 30% de leur production sur le marché domestique. En revanche, il a augmenté la taxe à l'exportation, jusqu'à 375 USD/t, contre 175 USD précédemment. Le ministre souhaite ainsi contrôler les prix nationaux de l'huile de cuisson, en hausse de 40% au début de l'année en raison du contexte international. Cela se traduit par des taux de prélèvement plus élevés, au-delà du prix de référence de 1 000 USD/t. De son côté, l'UE a institué des droits compensateurs de 21,4% (portant le taux global à 30,7%) sur les importations de produits en acier inoxydable en provenance d'Indonésie (et d'Inde), après avoir déterminé qu'ils bénéficieraient de subventions déloyales, notamment à travers un financement préférentiel chinois.

Le FMI abaisse à 5,4% ses prévisions de croissance économique en 2022

La publication de rapport du Fonds au titre de l'article IV de ses statuts décrit la plus grande économie d'Asie du Sud-Est comme « se redressant à un rythme soutenu », grâce à l'évolution favorable des prix mondiaux des produits de base, l'assouplissement des restrictions sanitaires et les mesures macroéconomiques pragmatiques des autorités. Dans son évaluation publiée le 22 mars, le FMI salue notamment l'objectif de rétablir un plafond de déficit budgétaire de 3% du PIB en 2023, ainsi que le déploiement du programme de vaccination. Le FMI exhorte cependant la banque centrale à mettre fin aux achats d'obligations sur le marché primaire qu'elle mène depuis 2020.

Malaisie

Amélioration des conditions de travail

Sous la pression de pays étrangers – au premier rang desquelles les mesures prises par la Douane américaine (US CBP) – comme des normes ESG qui s'imposent de manière croissante aux grandes entreprises, mais également en raison de sa ratification du RCEP, la Malaisie fait évoluer son droit du travail. Elle vient de ratifier le protocole 29 de l'OIT contre le travail forcé, de porter le salaire minimum à 1 500 MYR/mois (356 USD) et d'améliorer son droit du travail sur plusieurs points. Les fabricants de gants médicaux et les producteurs d'huile de palme sont les premiers concernés.

Politique budgétaire expansionniste confirmée en 2022

Malgré un déficit budgétaire important (6,4% en 2021 et projeté à 6,0% en 2022), le ministre des Finances confirme que la Malaisie gardera une politique budgétaire expansionniste. La dette fédérale devrait en conséquence passer de 65% à 66% (pour un plafond fixé par la loi à 67%). Si le pays entre en phase endémique et rouvre ses frontières le 1er avril aux personnes vaccinées, la reprise économique reste inégale et encore fragile, alors que les risques s'accumulent, en particulier sous l'influence des répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le commerce extérieur, principal moteur de la croissance en Malaisie

Même si elles ont connu un léger tassement sur les deux premiers mois de l'année, les exportations malaisiennes ont progressé de 20,2% en glissement annuel (et même de 40% par rapport à la même période de 2019). Le commerce extérieur malaisien reste donc très dynamique, avec un excédent en hausse de 10,7% (en g.a.). Principal moteur de la croissance, il devrait rester dynamique en 2022, sous réserve de l'évolution de la pandémie (re-confinements en Chine par exemple) et des conséquences de la guerre en Ukraine. La Malaisie doit donc chercher à rééquilibrer sa croissance – via la consommation et les investissements en particulier – pour la rendre plus solide.

Singapour

Allègement des mesures sanitaires à compter du 29 mars

Le Premier ministre a annoncé un allègement des mesures sanitaires à partir du 29 mars, avec notamment la fin du port obligatoire des masques à l'extérieur et la possibilité de se réunir en groupes de dix personnes, contre cinq précédemment. Jusqu'à 75% des employés seront autorisés à retourner sur leur lieu de travail. À partir du 1er avril, tous les adultes vaccinés et les enfants non vaccinés pourront être autorisés à entrer à Singapour, quel que soit leur pays de provenance. Le Premier ministre a également annoncé la réouverture de la frontière terrestre Singapour-Malaisie à partir d'avril.

Transition énergétique : publication du rapport du comité Energy 2050

Le comité *Energy 2050* chargé par l'Energy Market Authority (EMA) de Singapour de délibérer sur l'avenir à long terme du secteur énergétique du pays et de fournir des recommandations sur la planification du futur système énergétique de Singapour a publié un rapport dans lequel l'énergie nucléaire a été identifiée comme une source d'énergie potentielle. L'hydrogène décarboné pourrait occuper une place importante dans l'évolution du mix énergétique.

Vietnam

2,9% du PIB nécessaire pour couvrir les provisions pour pertes sur prêts

Selon Fitch Ratings, la capitalisation du secteur bancaire vietnamien s'est progressivement améliorée ces dernières années dans un contexte d'augmentation de la rentabilité. Cependant, 10,7 Mds USD supplémentaires (environ 2,9% du PIB) seraient nécessaires au secteur bancaire pour couvrir les provisions pour pertes sur prêts, tout en maintenant un taux d'adéquation des fonds propres (CAR) moyen à 10%. Toujours selon Fitch, l'objectif de croissance du crédit de la Banque d'État du Vietnam reste au niveau élevé de 14% pour 2022, ce qui pourrait exacerber les problèmes de qualité des actifs en cas de ralentissement économique.

Approbation de la stratégie financière du Vietnam à l'horizon 2030

La stratégie financière du Vietnam à l'horizon 2030 a récemment été approuvée par le gouvernement. Parmi ses principaux objectifs, la stratégie prévoit des ressources financières suffisantes pour assurer la réalisation des objectifs socio-économiques, de défense et de sécurité. En ce qui concerne les recettes du budget de l'État, celles provenant des impôts, des droits de douanes, du pétrole et des dons étrangers devront représenter plus de 16% du PIB pour la période 2021-2025, et de 16% à 17% pour la période 2026-2030. Le Vietnam vise un déficit budgétaire de 3,7% du PIB aux cours des 4 prochaines années, et de 3% du PIB d'ici 2030. Concernant la dette publique, celle-ci ne devra pas dépasser le seuil de 60% du PIB pour la période 2021-2025 et rester inférieur à ce seuil d'ici 2030.

Suspension provisoire de la liaison Hanoi-Moscou à compter du 25 mars

Vietnam Airlines a annoncé le 22 mars que les vols réguliers sur la liaison aérienne Hanoi-Moscou seraient provisoirement suspendus à compter du 25 mars. Selon la compagnie nationale aérienne, cette suspension vise à revoir et clarifier les procédures et réglementations liées à l'assurance des aéronefs et à l'exploitation des vols vers la Russie, en raison du conflit Russie-Ukraine.

Thaïlande

Dégradation des notations de 4 des plus importantes banques privées par S&P

L'agence de notation Standards & Poors (S&P) a dégradé les notes de crédit de quatre des principales banques thaïlandaises : Siam Commercial Bank et Kasikorn Bank (BBB+ à BBB-), les deux principales banques du pays avec Bangkok Bank qui échappe à ce mouvement de dégradation, TMB Bank et Krung Thai Bank (de BBB à BBB-), respectivement les 4ème et 5ème en termes d'actifs. Selon S&P, cette dégradation s'explique par l'aggravation du risque systémique du secteur bancaire thaïlandais en lien avec le niveau très élevé d'endettement des ménages (89% du PIB en 2021) et un dispositif de gestion des dettes jugé trop laxiste (moratoire et allègement des conditions d'octroi de crédit immobilier) alors que la reprise économique devrait pâtir des effets du conflit en Ukraine (tourisme). Si le ratio des prêts non performants (PNP) est resté stable (3%) grâce aux mesures d'allègement de dettes, ces dernières ne sont pas jugées adéquates pour résoudre le problème d'endettement des ménages. S&P anticipe que ce taux atteigne 5% au cours des deux prochaines années. Les coûts de financement des banques ne devraient être que peu affectés, les obligations ne représentant que 2 à 3% de leur dette totale.

Risques accrus de dégradation du compte courant en 2022

Alors que la plupart des prévisions tablaient initialement sur un solde courant excédentaire en 2022 (entre 5 et 6 Mds USD), beaucoup d'observateurs financiers (banques et fonds d'investissement locaux) considèrent dorénavant que la Thaïlande devrait faire face en 2022 à un déficit de son compte courant pour la deuxième année consécutive (entre -4 et -5 Mds USD contre -10,9 Mds USD en 2021). Ces révisions tiennent principalement aux conséquences du conflit en Ukraine sur le tourisme et sur la facture énergétique qui a explosé au cours des dernières semaines, alors que le taux de croissance des exportations de biens devrait se normaliser (+5% après +15%). Le retrait actuel des investisseurs étrangers du marché des obligations thaïlandaises (sortie nette de 1,9 Md USD depuis début mars, après des entrées nettes de 2 Mds USD lors des deux premiers mois) pourrait aussi poser à terme un problème de financement du déficit courant.

Philippines

La dette extérieure atteint un niveau record de 106,4 Mds USD en 2021

En 2021, la dette extérieure philippine a atteint son niveau le plus important depuis que la banque centrale tient une base de données (1985). La dette extérieure d l'archipel a augmenté de 7,9 Mds USD (+8,1%) par rapport aux 98,5 Mds USD fin 2020. La hausse des emprunts extérieurs a été partiellement compensée par l'augmentation des investissements des résidents dans des titres de créance offshore. La dette extérieure équivaut désormais à 27% du PIB de l'archipel. Parallèlement, le ratio du service de la dette est passé de 6,7% en 2019 à 7,2% en 2021. Le Japon (14,6 Mds USD), les États-Unis (3,8 Mds USD), le Royaume-Uni (2,8 Mds USD) et les Pays-Bas (2,8 Mds USD) ont été les principaux pays créanciers en 2021. Les emprunts du secteur public ont diminué en 2021 de 2,0% à 63,9 Mds USD (dont 54,5 Mds USD empruntés par l'État) à la fin décembre tandis que ceux du secteur privé ont progressé de 4,4% à 42,5 Mds USD.

Adoption d'un programme de soutien à la reprise économique

Le décret (EO) n° 166, signé par le président Rodrigo Duterte le 21 mars, établit la stratégie de relance du gouvernement philippin contre le COVID-19 recommandée par le Pôle de développement économique du Palais présidentiel. Ce plan comprend le renforcement de la capacité des soins de santé du pays, l'accélération du programme de vaccination et la réduction des restrictions sur l'utilisation des vaccins COVID-19 par le secteur privé. Il met également l'accent sur la poursuite de la réouverture de l'économie, l'expansion de la capacité des transports publics et la reprise de l'enseignement en présidentiel. Pour stimuler l'industrie touristique locale, un test RT-PCR négatif pour les personnes non vaccinées sera désormais suffisant pour les voyages intérieurs. La priorité est également mise sur l'adoption de lois pour accélérer la transformation numérique et permettre le déploiement efficace de programmes d'urgence en cas de pandémie.

Autorisation de la pleine propriété étrangère dans les services publics

Le président Rodrigo Duterte a signé le 21 mars la loi RA n° 11647, modifiant le Public Service Act vieux de 85 ans. Cette loi exclut les télécommunications, la livraison, les chemins de fer et les métros, les compagnies aériennes, les autoroutes et les péages ainsi que les aéroports de la définition d'un service public. Cela signifie qu'ils ne seront plus soumis au plafond constitutionnel de 40% de propriété étrangère. La loi interdit également aux ressortissants étrangers de détenir plus de 50% du capital des services publics engagés dans l'exploitation et la gestion d'infrastructures critiques, à moins que leur pays n'accorde la réciprocité aux ressortissants philippins. Il est également interdit aux entreprises d'État étrangères de détenir des capitaux dans un service public ou une infrastructure critique.

Cambodge

Lancement de la stratégie de développement 2022-27 pour le secteur textile

Le gouvernement a lancé le 21 mars la Stratégie de développement du secteur de la confection, des chaussures et des articles de voyage 2022-2027. Cinq points clés sont énoncés : 1) la poursuite du renforcement des ressources humaines pour accroître la productivité et enrichir les parcours professionnels ; 2) la poursuite de l'amélioration des conditions de travail et du bien-être des employés ; 3) la promotion des investissements nationaux et étrangers et la concentration sur les productions à forte valeur ajoutée ; 4) l'attraction des investissements dans les industries connexes (composants) ; et 5) la diversification des marchés à l'exportation. Pour mémoire, le Cambodge a exporté des vêtements, chaussures et articles de voyage pour une valeur totale de 11,4 Mds USD en 2021, soit une augmentation de 15,2% par rapport à l'année précédente.

Lancement des travaux du plus grand entrepôt frigorifique du Cambodge

Les travaux de construction de la plus grande installation d'entrepôt frigorifique à température contrôlée et de transbordement du Cambodge, capable de traiter jusqu'à 25% des besoins totaux du Royaume, ont été lancés le 22 mars dans la province de Kandal. D'une capacité de 36 000 mètres cubes, le projet Kandal Cold Storage est financé par la société InfraCo Asia du Private Infrastructure Development Group grâce à un partenariat avec la société locale Khmer Cold Chain Co Ltd (KCCC) et le port autonome de Phnom Penh (PPAP). Les nouvelles installations visent à servir notamment les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les détaillants alimentaires et les sociétés pharmaceutiques, afin d'accéder aux marchés d'exportation régionaux et de faciliter l'importation. Selon l'étude de faisabilité du projet, une capacité supplémentaire de 140 000 mètres cubes doit être ajoutée aux capacités de stockage frigorifique existantes pour répondre aux besoins d'ici 2030.

La société d'État chinoise Xing Gang Investment Group devient actionnaire de Cambodia Angkor Air

La société d'État chinoise Xing Gang Investment Group (XIG) a acquis 28% de la compagnie aérienne cambodgienne Cambodia Angkor Air, dans le cadre d'une stratégie visant à développer la capitale du Henan, Zhengzhou, en tant que plaque tournante aérienne internationale. XIG en est désormais le 2ème actionnaire après le gouvernement cambodgien. Pour mémoire, Vietnam Airlines détenait auparavant 49% de Cambodia Angkor Air et aurait vendu sa participation à un acheteur chinois non divulgué début 2020, en raison de la pandémie.

Laos

Plus de 2% du revenu national brut du Laos nécessaire pour honorer sa dette vis-à-vis de la Chine

Selon le think tank *Green Finance & Development Center* de l'université de Fudan (Shanghai), le Laos fait partie des 8 pays en développement qui devront consacrer plus de 2% de leur revenu national brut en 2022 pour honorer leur dette vis-à-vis de la Chine.

Le Laos vise 2026 pour sortir de la catégorie des PMA

Le Laos a réaffirmé sa volonté de quitter la catégorie des Pays les moins avancés (PMA) en 2026. Le Programme d'actions pour les PMA adopté à Doha pour la période 2022-2031 concorde avec les orientations laotiennes pour sortir de la catégorie des PMA. Le représentant du Laos aux Nations unies a indiqué que « ce changement de statut ne serait pas une fin en soi ».

L'inflation atteint 7,3% en février

L'inflation a atteint 7,3% en glissement annuel en février, niveau record depuis janvier 2016. Après les carburants, le prix du riz a augmenté cette semaine, en partie à cause de la hausse des prix de l'engrais (dont la Russie est un exportateur majeur). Le peu d'engrais produit au Laos l'est dans des entreprises chinoises qui envoient la majorité de leur production en Chine.

Birmanie

La Birmanie autorise les vols commerciaux

A l'instar de nombreux pays de l'ASEAN, le gouvernement birman vient d'annoncer une reprise des vols commerciaux internationaux à compter du 17 avril 2022, date du nouvel an birman. Aucune indication n'a pour autant été donnée quant à l'évolution des modalités de quarantaine, d'obtention de visas et des formalités administratives qui y sont liées et qui restent toujours soumises à de fortes contraintes.

Telenor finalise sa sortie

Le groupe de télécommunication norvégien annonce avoir obtenu les dernières autorisations de la Myanmar Investment Commission, ouvrant la voie à une cession de sa filiale birmane. Selon le schéma prévu, l'ensemble des actifs sera transféré au plus tard dans un délai de 6 mois à la société singapourienne Investcom, contrôlée à hauteur de 51% par le groupe libanais MA et son partenaire birman Shwe Byain Phyu (49%). Ce dernier, réputé proche du pouvoir militaire, détiendra à terme 80% du capital d'Investcom et l'opérateur ne pourra plus utiliser la marque Telenor au-delà d'une période de 4 mois après la date de la transaction.

Le projet d'hôtel Peninsula définitivement abandonné

L'opérateur hôtelier hongkongais « Hongkong & Shanghai Hotels » vient de passer par pertes et profit dans son bilan financier le projet emblématique de l'hôtel Peninsula dont le chantier avait été confié à une filiale du groupe Bouygues. Gelé depuis le coup d'Etat, cette construction s'inscrit dans un développement immobilier plus vaste conduit par l'homme d'affaires birman Serge Pun.

Les faux billets de banque se multiplient

Alors que depuis quelques semaines, les rumeurs de mise en circulation de faux billets se multipliaient, le phénomène a pris un tour nouveau ces derniers jours. Effet, via le réseau social Facebook, plusieurs individus n'hésitent plus à proposer ouvertement à la vente des liasses pour un prix de l'ordre de 10% à 30% de la valeur faciale. Cette pratique s'inscrit dans un contexte d'importantes pénuries de liquidités liées à des restrictions imposées depuis le coup d'Etat par la banque centrale (BCM).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esmâ LAOUADI, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr ;
esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité